La sécurité nationale au Tchad saisie à partir de sa façade orientale
Entre menaces et vulnérabilités structurelles

MAHAMAT OUMAR ADAM
Docteur/Ph.D en Science politique
Université de Moundou (Tchad)
mhtoumar48@gmail.com
+235 66 19 17 14 /
+235 95 66 98 98

Résumé :

Cette étude analyse les implications sécuritaires de la crise soudanaise sur la sécurité nationale du Tchad à partir de l'observation de sa façade orientale. Elle mobilise principalement le réalisme de Raymond Aron, le constructivisme sécuritaire d'Alexander Wendt ainsi qu'une approche géopolitique afin d'appréhender les interactions entre les dynamiques internes et les menaces provenant de l'environnement régional. La méthodologie repose sur une recherche documentaire, l'analyse de contenu de documents officiels et la conduite d'entretiens qualitatifs. Les résultats montrent que la crise soudanaise accentue les vulnérabilités structurelles de la frontière orientale tchadienne, notamment à travers la porosité frontalière, la circulation illicite des armes, les déplacements forcés de populations et les risques de contagion des violences. Face à ces menaces, le Tchad déploie une stratégie combinant instruments diplomatiques et militaires, fondée principalement sur l'anticipation, l'endiguement et une forme de neutralité brandie.
Mots-clés : *crise soudanaise ; sécurité nationale ; Tchad ; frontière orientale ; vulnérabilités.*

Abstract

This study analyzes the security implications of the Sudanese crisis for Chad's national security, with particular focus on its eastern border region. It primarily draws on Raymond Aron's realist theory, Alexander Wendt's

security constructivism, and a geopolitical approach to examine the interactions between internal dynamics and threats originating from the regional environment. The methodology is based on documentary research, content analysis of official documents, and qualitative interviews. The findings show that the Sudanese crisis exacerbates the structural vulnerabilities of Chad's eastern border, particularly through border porosity, illicit arms trafficking, forced population displacement, and the risk of violence spillover. In response to these threats, Chad has deployed a strategy combining diplomatic and military instruments, primarily based on anticipation, containment, and a form of brandished neutrality.
Keywords: *Sudanese crisis; national security; Chad; eastern border; security vulnerabilities; conflict spillover; diplomacy; containment.*

Introduction

La multiplication des crises politiques, militaires et humanitaires en Afrique subsaharienne contribue à reconfigurer les environnements sécuritaires des États et à renforcer l'interdépendance entre les dynamiques internes et les menaces transfrontalières. Dans cet environnement régional instable, la sécurité d'un État ne peut plus être appréhendée exclusivement à partir de ses frontières nationales. Les conflits qui se développent dans les États voisins sont susceptibles de produire des effets de diffusion par les mouvements de populations, la circulation des armes et des combattants, le développement des trafics, l'implantation de groupes armés ou encore la multiplication des tensions communautaires. La frontière cesse ainsi d'être une simple ligne de démarcation territoriale pour devenir un espace de projection, de circulation et de recomposition des menaces. Les menaces qui découlent ont partie liée avec les dynamiques régionales d'infiltration et donnent à voir une transnationalisation des processus d'insécurisation suivant

Didier BIGO[1]. On assiste alors à la mutation de l'environnement de la défense et de la sécurité qui bascule des menaces conventionnelles vers des menaces de type asymétriques.

Cette problématique revêt une importance particulière pour le Tchad en raison de sa position géographique au carrefour de plusieurs espaces de conflictualité. Le pays partage des frontières avec des États confrontés, à des degrés différents, à des crises politiques et sécuritaires persistantes. Cette situation expose directement son territoire aux conséquences des conflits qui se développent dans son environnement immédiat et contraint les pouvoirs publics à adapter continuellement leurs instruments de prévention et de gestion des menaces. La question de la sécurité nationale apparaît dès lors étroitement liée à la capacité de l'État tchadien à maîtriser les dynamiques sécuritaires qui se développent au-delà de ses frontières.

Le Tchad évolue donc dans cet environnement international, régional et sous-régional en pleine volatilité stratégique. Cette volatilité est marquée tant par une recomposition qu'une reconfiguration des rapports de force. C'est ce que témoignent la spirale des putschs militaires dans bon nombre des pays africains, la montée en puissance des ambitions néo-souverainistes en Afrique et le progrès enregistré par la propagande russe. C'est pourquoi il paraît plus que jamais vital pour chaque Etat de prêter une attention particulière à la manière dont il élabore et mène sa sécurité nationale au mieux de ses capacités en tenant compte de son environnement. L'un des postulats établis par la théorie hobbesienne est certainement l'idée selon laquelle l'Etat est l'horizon indépassable dans le travail de régulation sécuritaire.

[1] BIGO, D., « la mondialisation de l'insécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'insécurisation. » in Cultures et Conflits (58), pp. 53-100.

La proximité géographique et le partage de frontières communes font des crises sécuritaires au Soudan un facteur de risque non négligeable pour la stabilité précaire du Tchad.

Autrement dit, le Tchad se trouve dans un contexte géopolitique, géostratégique et géoéconomique marqué par des menaces sécuritaires qui dégradent son tissu socio-politique, socio-économique et sécuritaire. Face à cet environnement insécuritaire complexe et incertain, le Tchad va élaborer un cadre référentiel de sécurité basé sur le réalisme diplomatico-militaire intégré, concerté. Cette stratégie consiste pour le Tchad de construire un système de sécurité lui permettant de résoudre les problèmes de sécurité lié à ses frontières.

La perception et la quête de la sécurité nationale au Tchad sont marquées par l'empreinte du contexte souvent volatile à ses frontières avec la Libye et notamment avec le Soudan. Les confins de la frontière du Tchad et du Soudan sont devenue un foyer permanent d'insécurité, voire une zone de prolifération des menaces transfrontalières. C'est pourquoi lors de l'éclatement de la crise soudanienne en avril 2023, le Tchad a fermé ses frontières avant d'y masser des troupes.

Qu'il soit impliqué ou non dans toute crise ayant cours au Soudan, le Tchad ne peut échapper aux impacts de celle-ci. Chaque posture qu'il adoptera en cas de conflits internes à un pays voisin ou un conflit l'opposant à un Etat limitrophe, marquera ses relations avec les différents protagonistes[2].

La crise au Soudan a entrainé un mouvement des populations fort vers les pays voisins et notamment le Tchad où la situation humanitaire est déjà fragile. Les flux des populations en période de crise constituent un sujet de

[2] OUMAR ADAM, M, 2021, La politique étrangère du Tchad envers son voisinage, thèse de doctorat/Ph.D en Science politique, Université de Ngaoundéré.

préoccupation sécuritaire pour les États. Pour le besoin de l'intelligibilité, nous nous emploierons à définir la sécurité considérée comme une notion essentiellement contestée.

Dans son sens traditionnel, la sécurité pour un État se définit essentiellement en termes d'absence de menace militaire[3].

Le problème se complique lorsque l'on veut définir la « sécurité nationale ». La contiguïté de deux concepts dont l'essence est proprement contestée resserre le corset généré par le caractère insoluble du débat. Une raison majeure justifie ce sentiment. Elle tient à la nature de l'État qui recouvre à la fois une idée, une institution et une base physique[4]. L'État est en ce sens d'abord un *instrument* de promotion de la sécurité avant d'être le sujet ou le référent de la sécurité. Il est l'organe qui assure la médiation entre l'intérêt national, défini de façon unitaire, et les intérêts des communautés en son sein.

Penelope Hartiand-Thunberg écrit : « La sécurité nationale est la capacité d'une nation à poursuivre avec succès ses intérêts nationaux tels qu'elle les voie à n'importe quel endroit du monde[5]» Selon Giacomo Luciani, « la sécurité nationale, c'est la capacité de résister à toute agression étrangère[6] ». Pour Frank N. Trager et Frank L. Simonie, « la sécurité nationale est cette partie de la politique gouvernementale qui a comme objectif central la création de conditions nationales et internationales favorables à la protection et à l'extension de valeurs vitales nationales contre

[3] Ibid

[4] BALZACQ, T., 2003, « Qu'est-ce que la sécurité nationale », Revue internationale et stratégique, 2003/4 (n°52), P.33 à 50.

[5] BALZACQ, T., 2003, « qu'est-ce que la sécurité nationale », Revue internationale et stratégique, n°52, P.33 à 50.

[6] LUCIANI, G., 1989, « The Economic Content of Security », Journal of Public Policy, vol. 8, no 2, 1989, p. 151. Cité par T. Balzacq, 2003, « qu'est-ce que la sécurité nationale », Revue internationale et stratégique, n°52, P.33 à 50.

des adversaires existants ou potentiels[7]». Arnold Wolfers, quant à lui, établit une distinction : « dans un sens objectif, la sécurité mesure l'absence de menaces pesant sur les valeurs acquises ; dans un sens subjectif, elle désigne l'absence de peur que ces valeurs soient attaquées[8]».

La Révolution française marque une rupture considérable en faisant de la sécurité un domaine réservé de l'État, protégé par la force des moyens militaires et/ou diplomatiques. Dans le sillage de Thomas Hobbes, Adam Smith est le principal auteur à avoir plaidé en faveur d'un tel décentrement de la sécurité de son axe libéral, en la réorientant dans deux sens : l'État devient l'acteur principal « chargé de protéger la société de la violence et de l'invasion des autres sociétés ».

La présente étude part donc du constat que la crise soudanaise ne constitue pas seulement un phénomène extérieur au Tchad. Par ses effets humains, territoriaux, militaires et politiques, elle participe à la reconfiguration de l'environnement sécuritaire tchadien. Dès lors, une interrogation centrale s'impose : dans quelle mesure la crise soudanaise reconfigure-t-elle les menaces et les vulnérabilités qui affectent la sécurité nationale du Tchad, et comment l'État tchadien adapte-t-il son dispositif de sécurisation face à cette nouvelle configuration ?

De cette interrogation principale découlent deux questions spécifiques. Premièrement, quelles sont les principales menaces sécuritaires générées ou amplifiées par la crise soudanaise sur le territoire tchadien ? Deuxièmement,

[7] Ibid

[8] Wolfers, A., 1962, Discord and Collaboration. Essays on International Politics, Baltimore (Md.), Johns Hopkins University Press, 1962, p. 150.

comment les autorités tchadiennes adaptent-elles leurs réponses diplomatiques ?

L'hypothèse centrale est que la crise soudanaise reconfigure l'environnement sécuritaire du Tchad en amplifiant des menaces transfrontalières qui mettent en évidence les vulnérabilités de la frontière orientale et conduisent l'État à adapter son dispositif de sécurisation. Cette hypothèse repose sur l'idée que la proximité géographique, combinée à la porosité des espaces frontaliers et à la mobilité des acteurs et des populations, favorise la transformation d'une crise régionale en un enjeu direct de sécurité nationale.

Pour appréhender et rendre compte de la place des enjeux de la crise soudanaise dans la sécurité nationale au Tchad, le présent article se nourrit du réalisme d'Aron, du constructivisme sécuritaire de Wendt et de l'approche géopolitique. Ces trois méthodes permettent d'interpréter la posture du Tchad en tant qu'acteur rationnel de fabrication du système de sécurité.

Le réalisme permet d'appréhender la sécurité comme une préoccupation centrale de l'État et d'interroger les choix opérés par les autorités tchadiennes au regard de la préservation de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'intérêt national.

Le constructivisme sécuritaire constitue le deuxième niveau d'analyse. Il permet de dépasser la conception de la menace comme une réalité exclusivement objective. Une menace devient également un objet de sécurité lorsqu'elle est identifiée, interprétée et présentée comme susceptible d'affecter des intérêts considérés comme vitaux. Dans le cadre de cette étude, cette approche est mobilisée pour analyser la manière dont les autorités tchadiennes présentent la crise

soudanaise, les déplacements de populations, la circulation des armes, les groupes armés et la porosité frontalière comme des enjeux relevant de la sécurité nationale. Les discours et communiqués officiels constituent à cet égard des matériaux permettant d'identifier les processus de désignation, de hiérarchisation et de légitimation des menaces. Cette perspective permet de saisir la façon avec laquelle les menaces issues de la crise soudanaise sont construites et intégrées dans l'agenda sécuritaire tchadien.

Enfin, l'approche géopolitique permet d'inscrire ces phénomènes dans leur dimension spatiale. La géopolitique est définie par Michel Fourcher comme *« une méthode globale d'analyse géographique des situations sociopolitiques concrètes envisagées quant à leur localisation, et des représentations habituelles qui les décrivent. Elle procède à la détermination des coordonnées géographiques d'une situation et d'un processus sociopolitique et au décryptage des discours et des images cartographiques qui les accompagnent*[9] *»*. Elle est mobilisée pour analyser l'incidence de la proximité géographique entre le Tchad et le Soudan, la configuration de la frontière orientale, la porosité des espaces frontaliers, les mobilités transfrontalières et les zones de concentration des populations déplacées. Il s'agit notamment de mettre en relation la localisation des foyers de crise au Soudan avec les espaces tchadiens susceptibles d'en subir les effets.

L'intérêt de cette étude réside précisément dans l'analyse du processus de transformation d'une crise extérieure en enjeu de sécurité nationale. Il ne suffit pas de constater que le conflit soudanais affecte le Tchad. Il convient également de comprendre par quels mécanismes ses effets se diffusent, comment ils sont perçus par les autorités et les populations

[9] FOUCHER, M., 1991, *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitiq*ue, Paris, Fayard. P.35

concernées, et de quelle manière l'État adapte son dispositif de sécurisation pour y répondre. La crise soudanaise constitue ainsi un révélateur des vulnérabilités structurelles du dispositif sécuritaire tchadien, notamment dans les espaces frontaliers caractérisés par l'étendue du territoire, la mobilité des populations et la difficulté du contrôle territorial.

L'objectif général de cette recherche est ainsi d'analyser les effets de la crise soudanaise sur la sécurité nationale du Tchad et d'apprécier les mécanismes par lesquels l'État cherche à prévenir, contenir ou réduire les menaces qui en résultent.

Pour atteindre ces objectifs, l'étude s'inscrit dans une démarche qualitative reposant sur l'articulation de plusieurs instruments de recherche à savoir la recherche documentaire et les entretiens qualitatifs.

L'étude est organisée autour de deux articulations. La première analyse les principales menaces et vulnérabilités sécuritaires liées à la crise soudanaise (1). La deuxième est consacrée à l'adaptation du dispositif de sécurisation de l'État tchadien, en mettant en évidence les réponses diplomatiques, sécuritaires et territoriales mobilisées face à la reconfiguration de l'environnement régional (2).

1. Les limites d'un dispositif frontalier de sécurisation du territoire national

À travers le prisme de la crise soudanaise, le Tchad apparaît comme un État particulièrement exposé aux effets de diffusion des conflictualités régionales. La proximité géographique avec le Soudan, la configuration de la frontière orientale et la persistance de mobilités humaines, économiques et militaires transfrontalières contribuent à brouiller la distinction classique entre menaces internes et menaces externes. Dans cette

configuration, la sécurité du territoire national dépend en partie de la capacité de l'État à maîtriser les dynamiques qui se développent dans son environnement immédiat.

L'analyse des incidences sécuritaires de la crise soudanaise sur le Tchad conduit ainsi à porter une attention particulière aux espaces frontaliers, qui constituent à la fois des zones de contact entre les deux États et des espaces de circulation susceptibles de favoriser la diffusion des menaces. La porosité de la frontière apparaît, à cet égard, comme l'une des principales vulnérabilités du dispositif de sécurisation territoriale. Elle facilite la circulation des personnes, des biens et des acteurs armés et favorise notamment le développement de trafics illicites, parmi lesquels le trafic d'armes occupe une place importante. Dès lors, deux dimensions doivent être distinguées : d'une part, la porosité structurelle de la frontière tchado-soudanaise, qui révèle les limites du contrôle territorial de l'État (1.1.) ; d'autre part, l'intensification des circulations transfrontalières illicites, notamment celles relatives aux armes, qui contribue à la militarisation des espaces et des populations frontalières (1.2.).

1.1. La porosité des frontières comme révélatrice d'une vulnérabilité structurelle

Selon André Hubert ONANA MFEGUE : « *il se pose, dans la plupart des Etats, des problèmes cruciaux de gestion des interactions frontalières*[10] ». D'après Michel FOUCHER, les frontières constituent le « *périmètre de l'exercice d'une souveraineté et l'un des paramètres de l'identité politique en tant que cadre de la définition d'une citoyenneté, les frontières*

[10] ONANA MFEGUE, A-H., 2005, *Le Cameroun et ses voisins : une dynamique géopolitique complexe*, Paris, l'Harmattan

sont des marqueurs symboliques, nécessaires aux nations en quête d'un dedans pour interagir avec un dehors[11] »

Les problèmes sécuritaires sont de nature transnationale, donc difficile à classer dans les catégories « externe » et « interne » autrefois employées pour rendre compte de la sécurité des États. C'est ainsi que dans l'optique de la sécurité nationale du Tchad saisie à partir de sa frontière avec le Soudan, l'interne devient de plus en plus indissociable de l'externe et on assiste à ce que Bertrand Badie appelle « la fin des territoires[12]. La logique transfrontalière permet de mettre en évidence les activités exogènes qui génèrent l'insécurité au Tchad. A cet effet, les transactions internationales insérées dans le cadre de l'insécurité interne permettent de lire le brouillage qui existe entre l'endogène et l'exogène.

Loin d'être un phénomène nouveau, l'insécurité transfrontalière entre le Tchad et le Soudan s'inscrit dans l'histoire des dynamiques sociopolitiques et économiques de ce deux pays.

Au Tchad, depuis les indépendances, le régime est toujours bousculé par le front Est représenté par le Soudan. Les prémices de l'inimité politique entre ces deux nations sont apparues à l'époque des indépendances, au début des années 1960 lorsque le Soudan a autorisé les rebelles de Frolinat à organiser, former et établir des bases dans l'ouest du Soudan et à effectuer des raids au Tchad depuis la province soudanaise du Darfour[13].

Une des conséquences majeures du conflit soudanais pour la sécurité nationale au Tchad est le repositionnement en

[11] FOUCHER, M., 2016, *Le retour des frontières*, Paris, CNRS, p.7

[12] BADIE, B., 1995, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard.

[13] OUMAR ADAM, M, 2021, La politique étrangère du Tchad envers son voisinage, thèse de doctorat/Ph.D en Science politique, Université de Ngaoundéré, p.205

matière d'identité et d'allégeance des certaines communautés, parmi lesquelles les arabes, dont profitent les Forces de Soutien Rapide et les Zaghawa.

Des similarités existent entre le Darfour et le Tchad en termes d'ethnies et d'affrontements interethniques (tout particulièrement entre les peuples nomades et sédentaires) en dépit des grandes différences[14]. Le Tchad, la RCA et le Soudan ont en commun les mêmes communautés dont les déplacements n'ont jamais été freinés par des frontières administratives. Il s'agit des Rounga, de diverses tribus arabes, des Zaghawa, des Tama, des Dadjo, des Signares et des Massalit.

Les mêmes groupes ethniques (Arabes et Beri) ont des positions et revendications très différentes dans les deux pays. Au Darfour, les Beri se rebellent pour la plupart contre Khartoum (quoique d'autres soutiennent le gouvernement). Au Tchad, ils constituent à la fois la base principale du régime ainsi que l'un des trois groupes rebelles. Parallèlement, les Arabes du Tchad ont des aspirations qui s'apparentent à celles de leurs confrères au Darfour en matière de pouvoir politique et de développement économique mais ils ne sont pas prêts à s'impliquer dans une guerre généralisée, que ce soit contre les populations non arabes ou contre un régime qui entretient de bonnes relations avec nombre de tribus et dirigeants arabes.

La propension à la contagion et à la diffusion des conflits est évidente surtout dans les États voisins ou contigus vulnérables[15]. Cela est encore plus évident en ce qui concerne le Tchad et le Soudan dans lesquels le contrôle sécuritaire

[14] TUBIANA, J, 2023 «La guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan et la « darfourisation » du Tchad : Mythes et réalité », https://www.smallarmssurveysudan.org/fileadmin/do consulté le 21 décembre 2023 à 7h 20 minutes P.21

[15] MVE EBANG, B, « Le réalisme de la politique étrangère des petits États africains », Dynamiques Internationales ISSN 2105-2646, p.6.

frontalier mais aussi territorial est déficitaire. Ce déficit sécuritaire caractérisant ces deux pays les pousse à la mise en œuvre d'actions ou à l'adoption de postures internationales assez dynamiques sachant l'existence d'une transfrontalité ethnique. Il faut rappeler que le conflit au Soudan a éclaté le 15 avril 2023 entre les Forces armées soudanaises (SAF), dirigées par Abdel Fattah al-Burhan, et les Forces de soutien rapide (RSF/FSR)**,** commandées par Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemedti. Il s'inscrit dans une crise de transition politique et dans une lutte pour le contrôle de l'appareil d'État.

De l'avis de certains, si c'est Hemeti qui l'emportait, il est probable que sa communauté au Tchad va se sentir revigorée et ça pourrait fragiliser l'équilibre structurel au Tchad en termes de rapport de force. Si c'est le général Burhane qui l'emportait, ce qui est assez probable, à terme, il faudrait que le Tchad s'attende à l'émigration sur son territoire de milliers de combattants du général Hemetti[16] mais aussi une probable réactivation des mouvements politico-militaires tchadiens dans le Darfour. La sécurité nationale du Tchad a été naturellement tributaire de son environnement immédiat. La maîtrise de la géographie est constitutive de tout ordre politique et de la manière dont il se projette à l'extérieur du territoire national[17]. La géographie constitue alors un déterminant quasi primordial de l'élaboration, de l'organisation et de la mise en œuvre de la politique sécuritaire. Dans les études ayant trait aux relations internationales, le facteur géographique est abondamment utilisé dans l'analyse de la puissance d'un Etat. Mais en plus, Marcel Merle fait également du critère géographique un élément fondamental dans la définition de la politique étrangère des Etats[18]. Le déterminant géographique est capital

[16] Entretien à N'Djamena, le 15 octobre 2023.
[17] CHOUALA, Y-A, 2014, op. cit. p.42.
[18] MARCEL, M, 1982, *Sociologie des relations internationales*, Paris, Dalloz, 3e édition, p.

dans la compréhension de la diplomatie des Etats et par conséquent de la politique sécuritaire.

1.2. Une circulation incontrôlée des personnes et des biens aux marges des frontières Tchad-Soudan : entre trafic des armes et forte militarisation de la société frontalière

En raison de la crise sécuritaire que traverse la façade orientale matérialisée par le Soudan, l'Est du Tchad subit une circulation très élevée des armes de tous calibres. Le Soudan constitue ainsi la porte d'entrée des armes légères et des petits calibres sur le territoire tchadien. De la ville de Tiné à la ville de Tissu en passant par Adré et Adé au Tchad et les villes soudanaise d'Aldjineina, de Beda et Forbaranga, la porosité des frontières et la faible présence étatique offrent aux trafiquant d'armes une liberté d'action totale. Selon Agnès MARCAILLOU, la notion d'armes légères et de petit calibre englobe toutes les armes qu'un individu peut porter[19].

Les pays qui vivent dans une paix relative mais ont pour voisin un pays en proie à la guerre civile en subissent les conséquences à la fois immédiates et à long terme. Les guerres civiles ne sont pas uniquement dommageables pour les pays qui en sont frappés, mais aussi pour tous ceux qui les entourent. Les pays voisins voient déferler chez eux de nombreux réfugiés ; les victimes de la guerre civile ont en effet rarement les moyens de gagner des pays plus éloignés et, en règle générale, se déplacent à pied. Alors qu'au temps de l'ancien président soudanais Oumar El-Béchir, le Tchad craignait les ingérences extérieures d'un régime musclé, c'est désormais la faiblesse, voire la déliquescence d'un État

[19] MARCAILLOU, A., 2012, « les mécanismes des Nations-Unies pour l'assistance internationale et la coopération régionale », in trafics internationaux d'armes conventionnelles. Enjeux, acteurs, règlementation, Working paper, n°25, juin 2012, 39 pages.

soudanais recentré sur ses difficultés intérieures, qui les préoccupent le plus.

L'impact de la crise soudanaise en cours est beaucoup plus ressenti au Tchad, un pays déjà marqués par la montée de l'insécurité et la porosité des frontières. Ses répercussions au niveau sécuritaire au Tchad sont d'autant plus préoccupantes qu'elles viennent s'agréger, souvent en les exacerbant, à des problèmes et des situations sécuritaires antérieures, comme les conflits intercommunautaires à l'Est, la présence et les actions de groupes djihadistes dans la zone du bassin du lac.

Les retombées économiques, sécuritaires et humanitaires du conflit soudanais remodèlent les économies illicites bien au-delà de ses frontières poreuses, notamment au Tchad et dans la région du Sahel[20]. La prolifération des armes aux marges de la frontière Tchad-Soudan constitue l'une des principales menaces à la sécurité nationale au Tchad. Cette partie est la zone du Tchad qui souffre le plus du trafic des petites armes. La circulation de ces armes de petits calibres notamment les K-47 ou Kalachnikov proviennent des villes soudanaise des Al-Djinena, Beda, Forbaranga… qui constituent une plate-forme des transactions. Cette situation bénéficie surtout de la porosité de la frontière et la démobilisation des certains soldats de la Force de Soutien Rapide (FSR). Les réfugiés non désarmés, la circulation des technologies et des experts de guerre sont autant de vecteurs de l'insécurité pour le Tchad. La plupart des armes circulant dans cette zone proviennent des stocks militaires abandonnés, volés ou pillés[21]. La porosité de la

[20]Le trafic de carburant et d'armes s'est intensifié au Tchad et dans l'ensemble du Sahel sur fond de conflit au Soudan, https://www.google.com/url?esrc=s&q=&rct=j&sa=U&url=https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-008/fr/01-in-the-wake-of-the-sudan-conflict-fuel-and-arms-smugglingspike.html&ved=2ahUKEwjliLTG6GDAxX7SKQEHZNUClo4HhAWegQICBAC&usg=AOvVaw1dT1aRnGDWBU2sEE1cW4FT consulté le 16 janvier 2024.

[21] Ibid

frontière entre le Tchad et la Libye, et le Tchad et le Soudan est la cause première de la circulation des armes. Plusieurs groupes ethniques identiques vivent de part et d'autre en ne respectant pas le tracé des frontières. En plus, la multiplication des groupes rebelles a facilité la circulation des armes entre le Tchad et le Soudan et constitue une véritable économie criminelle.

La forte militarisation de la société frontalière s'est traduite par l'augmentation du taux de détention des armes par les populations civiles. Cette situation porte un coup humain et social très élevé.

L'incidence sécuritaire de la circulation des armes est non seulement la forte militarisation de la société frontalière mais aussi et surtout la forte montée en puissance des conflits intercommunautaires. Initialement géolocalisée au nord-est et au centre du Tchad, cette militarisation de la société tchadienne a atteint aujourd'hui presque tout le pays. La manifestation la plus probante de cette militarisation des populations est le nombre très élevé des victimes causées par les conflits intercommunautaires.

2. La crise soudanaise dans l'agenda diplomatico-securitaire du gouvernement tchadien

Le Tchad a toujours eu une politique sécuritaire davantage tournée vers une activité discursive de sécuritisation des menaces transnationales et transfrontalières. Le besoin d'instaurer la sécurité et la paix sur les frontières tchado-soudanaises occupe une place de choix dans l'agenda diplomatico-sécuritaire du gouvernement tchadien[22]. La diplomatie de paix du Tchad, dans le sens que donne Raymond

[22] Entretien à N'Djamena, le 09/11/2023.

ARON à ce dernier concept, à savoir *« la suspension plus ou moins durable, des modalités violentes de la rivalité entre unités politiques*[23] *»* s'est constamment orientée vers la Libye et le Soudan. Du fait que la sécurité constitue l'élément fondamental pour la survie d'un Etat, la nécessité pour le Tchad de favoriser un climat de paix et de stabilité à la frontière avec le Soudan apparait de plus en plus vitale. Soucieux et conscients de l'ampleur et de la vigueur des menaces sur sa frontière Est, le Tchad a été toujours réactif pour pouvoir répondre à ces menaces.

2.1. Une façade orientale productrice d'insécurité nécessitant une démarche diplomatique adaptée

Le Tchad se trouve dans un complexe de sécurité au sens de Barry BUZAN comme : *« un groupe d'Etats dont les inquiétudes et perceptions majeures de sécurité sont liées à un point tel que leurs problèmes de sécurité nationale ne peuvent raisonnablement être analysés ou résolus séparément »*[24]. La façade orientale représente pour le Tchad un enjeu important de sa conduite stratégique. Dans la dynamique de préservation de sa stabilité et de sa sécurité intérieure, le Tchad ne peut adopter qu'une démarche réaliste face à la crise que traverse le Soudan.

La politique étrangère d'un État vise, en principe, à assurer à la fois la sécurité de cet État, et la stabilité des autres Etats importants pour le maintien de celle-ci. Ce double souci de sécurité et de stabilité, aussi bien économiques que politiques, implique un intérêt dans la réduction des conflits avec et dans

[23] ARON, R., 2004, *Paix et guerre entre les nations*, Paris ; Clamann-Lévy, 3e édt, p. 158.
[24] BUZAN, B., 1991, People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Postcold War Era, Londres, Longman, p.190

d'autres États[25]. Mais c'est bien l'élément « sécurité » qui a le plus évolué et qui s'est le plus imposé depuis le milieu du XXème siècle[26]. En diplomatie, chaque action, chaque geste, chaque parole peut non seulement dans un environnement particulier, être interprété de manière différente par les acteurs, mais aussi faire basculer ipso facto leurs relations dans un sens comme dans un autre. Si l'on considère que la stabilité interne d'un Etat est aussi liée à la stabilité de son environnement externe, l'un des facteurs de la diplomatie tchadienne devant les conflits de son voisinage est d'ordre sécuritaire. La posture adoptée par un Etat devant une crise sécuritaire est caractéristique de sa posture géopolitique. Considéré pendant longtemps comme un Etat néant du fait de son instabilité quasi-permanente, le Tchad ne pouvait avoir un autre comportement vis-à-vis des conflits chez ses voisins que celui d'observer un comportement réaliste.

Réaliste parce qu'il s'agit pour lui de ne pas compromettre ses intérêts propres ou ceux de ses voisins, mais d'éviter toute intervention militaire en faveur ou en défaveur de l'un ou l'autre protagoniste. Le comportement d'un Etat face aux conflits de son voisinage est toujours guidé par le souci de maintenir ou promouvoir des relations susceptibles de lui permettre non seulement de garder des bonnes relations avec les différents protagonistes mais aussi de lui permettre de maximiser ses gains. En effet, une intervention militaire dans le conflit au profit d'une ou de plusieurs parties aurait sans doute porté préjudice à ses relations avec les autres parties concernées. D'après les données que nous disposons, le Tchad a parfois été accusé de prendre part à un certain nombre de conflits chez ses voisins au moyen d'une intervention militaire

[25] CHARILLON, F., 2002, *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, Presse de Sciences Politiques, 2002.

[26] Ibid.

ou d'une assistance en faveur d'un ou plusieurs antagonistes. C'est le cas de son rôle controversé dans la crise centrafricaine. L'on ne saurait comprendre la posture du Tchad qu'en le considérant comme un double jeu. Le comportement adopté par un Etat face aux crises et conflits que traverse son voisinage se traduit par des postures géopolitiques multiples et de nature diverse. Celles-ci partent de la neutralité à la passivité en passant par la protection des intérêts nationaux ou le leadership régional. Fort lui-même de sa longue expérience politique interne caractérisé par un cycle ininterrompu de guerre civile, le Tchad ne pouvait qu'avoir une attitude active et réactive.

C'est pourquoi au début de la crise, comme l'écrit le journal français "*Le Monde*", face à l'explosion de l'affrontement entre les généraux Al-Burhan et Dagalo, le régime de N'Djamena a tenté de maintenir un équilibre apparent, invitant les belligérants au dialogue et ouvrant la possibilité de tenir des pourparlers entre les parties à N'Djamena. Si jusqu'à une certaine période, les autorités tchadiennes n'ont pas officiellement pris parti dans l'affrontement entre les deux généraux soudanais, cela relève pour le pouvoir à N'Djamena d'une stratégie réaliste[27].

2.2. La stratégie extérieure de sécurisation du territoire national

La politique étrangère et la sécurité nationale sont fortement liées. Chaque État agit sur la scène internationale pour se préserver de l'anarchisme, du désordre de cette dernière. La politique étrangère visant à assurer la sécurité nationale

[27] « Le Tchad inquiet de la déstabilisation du Soudan », https://www.google.com/url?esrc=s&q=&rct=j&sa=U&url=https://www.agenzianova.com/fr/news/crisi-in consulté le 06/01/2023

s'évalue alors en termes de menaces et de vulnérabilités. On agit par anticipation ou par endiguement sur la scène internationale afin de se préserver des effets pervers extranationaux[28]. La préservation de l'intégrité territoriale est un objectif politique primordial pour le Tchad. Pour préserver son existence en tant qu'Etat, le Tchad doit protéger son territoire de toute atteinte extérieure. Les pays africains subissent d'énormes pressions sur leur sécurité nationale surtout s'ils sont situés dans des régions déstabilisées. Leurs politiques étrangères sont non seulement éminemment réalistes mais en plus elles se révèlent être des stratégies extérieures de sécurisations nationales visant à faire face aux contagions et diffusions conflictuelles régionales[29]. Dans la sous-région, la plupart des pays qui se sont immiscés militairement et diplomatiquement dans les conflits sont sujets à des problèmes récurrents de sécurité. Certains pays qui ont soutenu un ou plusieurs protagonistes dans les conflits ayant lieu au-delà de leurs frontières ont vu leurs adversaires faire la même chose[30]. La posture diplomatique adoptée par un Etat dans un conflit se passant dans un pays voisin est toujours diversement appréciée par les acteurs du conflit et produit parfois des résultats divergents. Cela se traduit même parfois par des crises diplomatiques avec ou sans rupture de relations. A cause des rapports qu'il a souvent entretenu avec certains mouvements rebelles dans le Darfour au Soudan, le président Deby, loin de réaliser la sécurité intérieure de son pays a entrainé l'insécurité dans sa partie Est[31].

[28] MVE EBANG, B., 2015, « Le réalisme de la politique étrangère des petits États africains », Dynamiques Internationales ISSN 2105-2646, p.6.

[30] OUMAR ADAM, M., 2021, Tendances et mutations de la politique étrangère du Tchad envers son voisinage, Thèse de doctorat en Science politique, Université de Ngaoundéré, Cameroun, p.162

[31] BASOGLU, M., 2023, *« Le Tchad nie son alignement sur l'une des parties belligérantes au Soudan »* : https://www.google.com/url?esrc=s&q=&rct=j&sa=U&url=https://www.aa.com.tr/fr/afrique/le-tchad-nie-son

Un an après l'éclatement de la guerre au Soudan entre l'armée et les forces de soutien rapide, le Tchad a déclaré, début décembre 2023, quatre diplomates soudanais *"persona non grata"* et leur a accordé un délai de 72 heures pour quitter le territoire tchadien. Selon le communiqué du gouvernement, *"cette mesure fait suite aux propos graves et dénués de tout fondement*, du général Yasser Al-Atah, numéro trois de la junte au pouvoir, *accusant le Tchad d'interférer dans le conflit inter-soudanais"*[32]. Le Tchad a qualifié ces accusations d'inacceptables", "inamicales" et masquent un "dessin inavoué"...

Fin avril 2023, dans un reportage, diffusé par plusieurs medias citant une "source diplomatique tchadienne" qui prétend que le Conseil de transition tchadien, dirigé par Mohamed Idriss Deby, est aux côtés des forces armées soudanaises dans leur "guerre" contre ce qu'il a appelé la "milice de soutien rapide"[33].

Conclusion

La présente étude avait pour objectif d'analyser les menaces que la crise soudanaise fait peser sur la sécurité nationale du Tchad et d'identifier les vulnérabilités qui permettent leur diffusion sur le territoire national. Elle partait de l'interrogation suivante **:** dans quelle mesure le conflit armé au Soudan constitue-t-il une source de vulnérabilité pour la sécurité nationale du Tchad ?
L'hypothèse formulée postulait que, si la porosité de la frontière tchado-soudanaise constitue une réalité structurelle, celle-ci devient particulièrement problématique dans un

contexte de crise sécuritaire, en facilitant la circulation des personnes, des armes et des acteurs armés et en favorisant la diffusion des effets du conflit sur le territoire tchadien.

L'analyse a permis de confirmer, dans ses grandes lignes, cette hypothèse. La crise soudanaise agit moins comme une cause unique de l'insécurité au Tchad que comme un facteur d'amplification de vulnérabilités préexistantes**.** La porosité de la frontière orientale, les continuités communautaires, la mobilité transfrontalière, la circulation des armes et la faiblesse relative du contrôle de certains espaces constituent autant de facteurs susceptibles de faciliter la transmission des effets de la crise.

Le premier résultat auquel nous sommes parvenu est que la frontière tchado-soudanaise constitue un espace majeur de recomposition des menaces sécuritaires**.** Les effets de la crise dépassent le cadre strictement soudanais et se manifestent au Tchad sous différentes formes : mouvements de populations, circulation d'armes, risques d'infiltration de combattants, développement des trafics et aggravation potentielle des tensions intercommunautaires.

Le deuxième résultat tient à la nature même de la menace. Celle-ci ne peut plus être analysée exclusivement selon la distinction classique entre sécurité intérieure et sécurité extérieure. La crise soudanaise révèle au contraire une imbrication croissante de l'interne et de l'externe**.** Les vulnérabilités territoriales internes du Tchad sont susceptibles d'être renforcées par les dynamiques régionales, tandis que les évolutions du conflit soudanais peuvent être influencées par les interactions sociales et politiques transfrontalières.

Le troisième résultat concerne la réponse de l'État. Face à cette situation, le Tchad ne mobilise pas uniquement des instruments militaires ou administratifs. Il développe également une

stratégie extérieure de sécurisation, fondée sur la diplomatie, la prévention, le dialogue régional, la gestion des relations avec les acteurs du conflit et, lorsque cela apparaît nécessaire, l'adoption de mesures diplomatiques destinées à défendre ses intérêts.

La mobilisation du réalisme d'Aron a permis de comprendre la recherche constante de la préservation de l'intérêt national et de la sécurité de l'État. Le constructivisme sécuritaire a permis, quant à lui, de saisir la manière dont la crise soudanaise est progressivement construite comme un enjeu de sécurité nationale. Enfin, l'approche géopolitique a mis en évidence le rôle déterminant de la proximité territoriale et de la configuration de la frontière dans la diffusion des menaces.

La crise soudanaise révèle donc une forte interdépendance sécuritaire entre le Tchad et son environnement régional. Elle montre surtout que la sécurisation du territoire national ne peut être pensée exclusivement à l'intérieur des frontières. Pour un État situé dans un environnement régional instable, la protection du territoire implique également une capacité à anticiper les crises extérieures, à maîtriser leurs effets de débordement et à adapter en permanence sa politique diplomatique et sécuritaire.

La principale limite de cette étude réside toutefois dans la difficulté d'établir une relation causale directe entre chaque manifestation de l'insécurité observée au Tchad et la crise soudanaise. Certaines vulnérabilités sont antérieures au conflit de 2023 et relèvent de dynamiques internes ou régionales plus anciennes. La crise soudanaise doit donc être envisagée comme un révélateur et un amplificateur de vulnérabilités, plutôt que comme l'unique source des menaces sécuritaires auxquelles le Tchad est confronté.

Cette conclusion ouvre enfin une perspective de recherche sur l'évolution du dispositif tchadien de sécurisation des frontières. La question centrale devient alors celle de la capacité de l'État à passer d'une logique essentiellement réactive à une politique intégrée de prévention des risques transfrontaliers, combinant contrôle territorial, coopération régionale, diplomatie préventive, gestion des mobilités et renforcement de la résilience des populations frontalières.

Références bibliographiques

BIGO Didier, 2005, « la mondialisation de l'insécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'insécurisation. » in Cultures et Conflits (58), pp. 53-100, juin 2005.

BALZACQ Thierry, 2003, « qu'est-ce que la sécurité nationale », Revue internationale et stratégique, n°52, P.33 à 50.

FOUCHER Michel, 2016, Le retour des frontières, Paris, CNRS.

OUMAR ADAM Mahamat, 2021, *La politique étrangère du Tchad envers son voisinage*, thèse de doctorat/Ph.D en Science politique, Université de Ngaoundéré.

OUMAR ADAM Mahamat, 2021, « La politique étrangère du Tchad - des tendances globales aux défis majeurs d'une diplomatie de conjoncture », in IMJST, Volume 6, Issue 1 January – 2021.

ISSA Saibou, 2005, « Le mécanisme multilatéral de la CBLT pour la résolution des conflits frontaliers et la sécurité dans le bassin du lac Tchad. », dans Enjeux, N° 22, janvier-mars.

ISSA Saibou, 2007, « Les mutations polémiques du banditisme transfrontalier en Afrique centrale», dans Enjeux, N° 33, octobre-décembre.

THIERRY Balzacq, 2003, « Qu'est-ce que la sécurité nationale », Revue internationale et stratégique, 2003/4 (n°52), P.33 à 50.
DAVID Charles-Philippe, et BENESSAIEH Afef, 1997, « La paix par l'intégration ? Théories sur l'interdépendance et les nouveaux problèmes de sécurité ». Etudes internationales. Volume 28, numéro 2,.
BERTRAND Badie, 1995, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard.
TUBIANA Jérome, 2023, La guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan et la « darfourisation » du Tchad : Mythes et réalité, https://www.smallarmssurveysudan.org/fileadmin/do consulté le 21 décembre 2023 à 7h 20 minutes
BRUNO Mve EBang, « Le réalisme de la politique étrangère des petits États africains », Dynamiques Internationales ISSN 2105-2646, p.6.
CHOUALA Yves Alexandre., 2014, *La politique extérieure du Cameroun : Doctrine, acteurs, processus et dynamiques régionales*, Paris, Karthala.
MARCEL Marcel ., 1982, *Sociologie des relations internationales*, Paris, Dalloz, 3e édition,
« Le trafic de carburant et d'armes s'est intensifié au Tchad et dans l'ensemble du Sahel sur fond de conflit au Soudan », https://www.google.com/url?esrc=s&q=&rct=j&sa=U&url=https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-008/fr/01-in-the-wake-of-the-sudan-conflict-fuel-and-arms-smugglingspike.html&ved=2ahUKEwjliLTG6GDAxX7SKQEHZNUClo4HhAWegQICBAC&usg=AOvVaw1dT1aRnGDWBU2sEE1cW4FT consulté le 16 janvier 2024.
ARON Raymond, 2004, *Paix et guerre entre les nations*, Paris ; Clamann-Lévy, 3e édt, p. 158.

CHARILLON Frédéric, 2002, *Politique étrangère*, Paris, Presses de Sciences po.

BRUNO Mve EBang, « Le réalisme de la politique étrangère des petits États africains », Dynamiques Internationales ISSN 2105-2646, p.6.

BASOGLU Murat, 2023, *« Le Tchad nie son alignement sur l'une des parties belligérantes au Soudan »* : https://www.aa.com.tr/le-tchad-nie-son-alignement-sur-lune-des-parties-belli%C3%A9rantes-au-soudan-/2880922 Consulté le 12 mai 2026.